



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 43 – Edition du 7 septembre 2023

1

2

Brève à dimension régionale

- Nouveau service de trains-conteneurs entre Thessalonique et Skopje

Bulgarie

- Croissance du PIB de 1,9 % au deuxième trimestre 2023
- Lancement d'une campagne d'information sur l'euro
- Déficit de 0,05% du PIB fin août 2023
- Actualisation des plans pour une transition juste
- Contrats d'expertise externe pour l'analyse de la sûreté du nouveau type de combustible nucléaire
- Reprise par l'Etat du terminal pétrolier de Rossenets
- Plan de transition vers la transformation du pétrole non russe par Lukoil Neftochim Burgas
- Recommandation de l'OLAF pour une restitution des fonds européens pour des projets ferroviaires

LE CHIFFRE A RETENIR : 1,22 MD €

LE MONTANT DU PLAN DE RELANCE ET DE
RESILIENCE CHYPRIOTE, REVISE AU 1^{ER}
SEPTEMBRE 2023

Chypre

- Chypre veut ajouter un chapitre REPowerEU à son plan de relance
- Le PIB en hausse annuelle de 2,3% au deuxième trimestre
- Hausse de +2,4% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en juillet
- Nouveau plan de subvention pour l'installation de chauffe-eau solaire dans les résidences
- Eurobank poursuit sa montée au capital d'Hellenic Bank
- Progression annuelle de +15,2% du nombre de touristes en juillet

Grèce

- Le PIB en hausse annuelle de 2,7% au deuxième trimestre
- Exécution budgétaire janvier-juillet 2023
- Balance des paiements au premier semestre 2023
- Scope Ratings attribue à la Grèce le grade d'investissement
- Imerys Bauxite Grèce rachetée par l'entreprise grecque MYTILINEOS Energy & Metals
- Quatre offres déposées pour l'acquisition de l'Organisme de gestion du Port de Volos

Roumanie

- En juillet, l'Indice des prix à la Production Industrielle (IPPI) a reculé de -0,9%
- Le coût horaire du travail a fortement progressé (+8,1 %) au cours du second trimestre
- Le taux de chômage diminue légèrement en juillet, à 5,5 %
- Nouveau plan d'investissement afin d'accroître les capacités du port de Constanta
- Philip Morris annonce un investissement 121,1 M EUR afin de moderniser son usine roumaine d'Otopeni.

Brève à dimension régionale

Lancement d'un nouveau service de trains-conteneurs entre Thessalonique et Skopje. Ce nouveau service intermodal, qui a nécessité la mobilisation et la coopération de 11 entités publiques et privées, opérera tous les mercredis sur une base hebdomadaire à compter du 6 septembre 2023, les trains-conteneurs effectuant le voyage dans la journée. [Annoncée par la Thessaloniki Port Authority](#) (ThPA S.A.), cette liaison ferroviaire devra permettre d'étendre l'activité du groupe dans les services intermodaux, alors que celui-ci dispose déjà depuis un an d'une liaison entre Thessalonique et la ville de Nis en Serbie. Selon l'entreprise, l'objectif demeure, à terme, d'accroître la connectivité de la ville avec les Balkans et l'Europe du Sud-Est.

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Croissance du PIB de 1,9 % au deuxième trimestre 2023. Selon [les données préliminaires](#) de l'Institut national statistique (INS), au deuxième trimestre 2023, le PIB a crû de 1,9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente, après +2,2 % au T1. La consommation finale a augmenté de 4 % et la formation brute de capital fixe de 7,3 %. Les exportations de biens et services ont diminué de 0,9 % et les importations de 6,9 %. Le secteur de la construction a connu la plus forte croissance (5,8 % au T1 2023 par rapport au même trimestre de l'année précédente) Selon les [prévisions](#) de juin 2023 de la Banque mondiale, l'économie bulgare devrait croître de 1,5 % cette année, après 3,4 % en 2022.

Lancement d'une campagne d'information sur l'euro par la Représentation de la Commission européenne en Bulgarie. La Commission européenne en Bulgarie a lancé la campagne [#Sur l'euro en bref](#), soutenue par le ministère des Finances et la Banque nationale de Bulgarie, qui comportera dix vidéos. L'objectif est de fournir des informations pratiques sur les avantages de l'adhésion du pays à la zone euro pour l'économie bulgare, les citoyens et les entreprises. Seront présentés le processus et les étapes d'introduction de la monnaie unique en Bulgarie. L'adhésion à la zone euro le 1er janvier 2025 étant une priorité du gouvernement entré en fonction le 6 juin 2023, le ministère des Finances et la Banque nationale de Bulgarie publieront également ces vidéos d'information. Pour rappel, l'AN a réélu Dimitar Radev au poste de Gouverneur de la Banque centrale le 18 juillet 2023 pour un deuxième mandat de six ans en raison de son expérience et de son attitude positive envers l'adhésion future du pays à la zone euro. Le 26 juillet 2023, le député Andrey Gurov de « Continuons le changement-Bulgarie démocratique » a été élu au poste de vice-Gouverneur, chargé du Département d'émission et Petar Chobanov, député du « Mouvement pour les droits et les libertés », est le nouveau vice-Gouverneur du Département bancaire.

Déficit de 0,05% du PIB fin août 2023. [Le ministère des Finances](#) s'attend à un déficit de -0,05 % du PIB (51,1 M€) du Programme budgétaire consolidé fin août 2023, contre un excédent de +0,2 % du PIB un mois plus tôt. La détérioration du solde budgétaire en août est liée à l'augmentation des dépenses au

cours du mois, notamment en raison de paiements approuvés dans le cadre du budget de l'Etat 2023, adopté fin juillet, applicables rétroactivement à compter du 1er janvier 2023 (ex : hausse de 10% de l'indemnité pour élever un enfant de 1 à 2 ans). Les recettes devraient s'élever à 21,7 Md€, soit une hausse annuelle de 8 %. Les recettes fiscales augmenteraient de 9,8 % en g.a. et les recettes non fiscales de 8,6 % en g.a. Les subventions dans le cadre des programmes de l'UE sont inférieures de 0,2 Md€ environ. Les dépenses devraient s'élever à 21,7 Md€, soit une hausse annuelle de 13,1 %. L'augmentation la plus significative concerne les retraites, les dépenses de personnel, les dépenses en capital.

Enjeux sectoriels et thématiques

Actualisation des plans pour une transition juste. Le ministère de l'Energie et le ministère du Développement régional et des travaux publics ont actualisé d'urgence, début août, les plans territoriaux de transition juste pour les districts de Stara Zagora, Pernik et Kyustendil. Après une large discussion avec les parties prenantes sur les mesures qui y sont prévues, [les plans](#) seront officiellement envoyés à la Commission européenne en septembre 2023 afin qu'ils puissent être approuvés d'ici la fin de l'année. Les principales mesures prévues dans les plans territoriaux concernent : la remise en état des sites, le soutien à la création d'une chaîne de valeur de l'hydrogène, le soutien aux parcs industriels de technologies propres, le soutien aux parcs photovoltaïques, ainsi que la production et la distribution d'énergie biométhane et éolienne. Depuis la publication des documents, le ministère de l'Energie a organisé des discussions publiques concernant les perspectives pour les régions de [Pernik](#) et de [Stara Zagora](#).

Contrats d'expertise externe pour l'analyse de la sûreté du nouveau type de combustible nucléaire. L'Agence bulgare de régulation nucléaire a signé des contrats avec l'Institut français de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et avec un consortium tchéco-ukrainien (composé d'ES Group Europe - République tchèque, le Centre scientifique et technique d'Etat pour la sûreté nucléaire et radiologique - Ukraine et de Energosafety Group Ltd. - Ukraine) pour une expertise externe de certains rapports de l'analyse de sûreté liés à l'autorisation du nouveau combustible nucléaire RWFA produit par Westinghouse et destiné à l'unité 5 de la centrale nucléaire de Kozloduy.

Reprise par l'Etat du terminal pétrolier de Rossets. Lukoil Neftochim Burgas n'opère plus le terminal pétrolier de Rossets suite à une décision du Conseil des ministres du 15 août. La compagnie a été radiée du registre des opérateurs portuaires dans lequel a été inscrite l'entreprise publique « Infrastructures portuaires » qui reprend la concession du terminal.

Plan de transition vers la transformation du pétrole non russe par Lukoil Neftochim Burgas. D'après le Premier ministre, Nikolay Denkov, Lukoil Neftochim Burgas doit présenter, d'ici le 8 septembre, un plan de transition vers la transformation du pétrole non russe. Un groupe d'experts a été formé par le gouvernement en vue de coordonner cette transition. Par ailleurs, une proposition de mettre fin à la dérogation dont bénéficie la Bulgarie (jusqu'à décembre 2024) concernant les importations de pétrole brut et des produits pétroliers en provenance de la Russie, soutenue par GuERB, PC-DB et MDL, a été déposée à l'Assemblée nationale fin juillet.

Recommandation de l'OLAF pour une restitution de 38 M EUR de fonds européens accordés pour des projets ferroviaires. L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) [recommande](#) la restitution de 38 M€ de fonds européens par le consortium ayant participé à la modernisation de deux tronçons ferroviaires

sur la ligne Sofia-Burgas. L'OLAF recommande également d'éviter de nouvelles dépenses de 92 M€ liés à ces projets. L'enquête de l'OLAF, menée en collaboration avec le Parquet européen en Bulgarie, a porté sur l'utilisation abusive de fonds européens accordés par l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (près de 130 M€ pour la modernisation du tronçon entre les villes de Kostenets à Septemvri) et par le Fonds de cohésion (111 M€ accordés pour la modernisation du tronçon entre Orizovo et Mihaylovo).

Chypre

Macroéconomie et finances

Chypre a déposé [auprès de la Commission Européenne](#) une demande de révision de son plan national de relance et résilience (PNRR), incluant un volet REPowerEU. Officiellement soumise le vendredi 1^{er} septembre, cette demande doit permettre d'intégrer de nouvelles mesures favorisant la transition énergétique à travers le chapitre REPowerEU. Pour rappel, ce plan, proposé par la Commission Européenne suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, a pour objectif de mettre un terme à la dépendance européenne aux combustibles fossiles russes d'ici 2030. A ce titre, les crédits demandés par Chypre s'élèvent à 52,5 M€, sous formes de subventions, qui serviront notamment à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments ou encore l'électrification des modes de transports. Le plan chypriote révisé prévoit en outre la suppression de sept investissements prévus dans le plan de relance initial, ainsi que la modification d'une cinquantaine de mesures. Enfin, Chypre demande l'inclusion d'une enveloppe de 52 M€ via une réallocation de sa part dans la réserve d'ajustement du Brexit, qui permettra de prendre en compte les importantes modifications de l'environnement extérieur qui ont affecté l'économie du pays ces derniers mois. Sont ainsi mentionnées l'inflation élevée de 2022 (+8,1%), les perturbations des chaînes d'approvisionnement ou encore la révision à la baisse de l'allocation prévue dans le cadre de la Facilité pour la Relance et la Résilience (RRF), qui est passée de 1,01 Md€ à 915 M€ en juin 2022*. La Commission Européenne disposera d'un délai de deux mois pour évaluer le plan chypriote modifié, avant de le soumettre au Conseil Européen en cas de validation. Au total, le [nouveau plan de relance chypriote](#) disposerait d'une enveloppe finale de 1,22 Md€, dont 200 M€ sous forme de prêts RRF et 1,02 Md€ sous forme de subventions (915 M€ via RRF, 52,5 M€ via REPower EU et 52 M€ via la Brexit Adjustment Reserve).

*Cette décision tient compte des performances économiques postpandémiques des Etats membres de l'UE, conduisant à un ajustement pour chaque Etat de l'enveloppe de subventions prévues au titre du mécanisme RRF du plan de relance européen.

Le PIB chypriote a crû de +2,3% en rythme annuel au cours du second trimestre 2023, [selon la première estimation « flash » publiée par CYPSTAT](#). Les principaux secteurs ayant tiré l'activité au T1 2023 sont l'hôtellerie-restauration, le transport et stockage, l'information-communication ou encore le commerce de gros et de détail. Cette nouvelle estimation confirme en outre le ralentissement, pour le quatrième trimestre consécutif, du rythme de croissance de l'économie chypriote (+3,2% lors du T1 2023 après +4,0% en g.a. au T4 2022). En rythme trimestriel (séries corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables), la croissance de l'activité est enfin négative pour la première fois depuis le T1 2021, estimée à -0,4%.

Hausse de +2,4% de [l'indice des prix à la consommation harmonisés](#) en juillet 2023, après +2,8% en juin. Le taux de croissance des prix ralentit ainsi pour le 12^e mois consécutif, après avoir atteint un pic en juillet 2022 (+10,6% en g.a.), retombant à son niveau de mi-2021. L'inflation alimentaire (+10,4% en g.a.) constitue la principale composante de l'IPCH, devançant les services d'hôtellerie-restauration (+5,0%) et l'habillement (+4,1%). La contribution du poste énergétique est négative, à -14,1% sur un an. Par rapport au mois de juin, l'indice des prix harmonisés progresse enfin significativement, à +1,4%.

Enjeux sectoriels et thématiques

Approbation début août par le [Conseil des ministres](#) d'un nouveau plan de subvention pour l'installation de chauffe-eau solaire dans les résidences. Ce nouveau plan de subvention prolonge le programme existant, lancé en 2022, en élargissant son enveloppe qui passera de 950k€ à 2 M€. Il sera mis en œuvre par le [Renewable Energy Sources and Energy Conservation Fund](#), entité en charge du financement et de la promotion des énergies renouvelables et technologies de stockage. Le montant des subventions individuelles octroyées variera entre 500€ et 900€ selon le profil du logement concerné, tandis que le programme bénéficiera désormais à 3 000 foyers, contre 1 800 précédemment. Des simplifications de procédure sont enfin prévues dans cette nouvelle version du programme.

Eurobank poursuit sa montée au capital d'Hellenic Bank, et détiendra bientôt 54,9% des parts de la banque systémique chypriote. Eurobank Cyprus, filiale de la banque systémique grecque Eurobank, a en effet annoncé en août le rachat des parts d'Hellenic Bank [détenues auparavant par le fonds américain Pimco](#)* (17,3% pour 167,9 M€) et de [celles de Senvest](#) (1,6% pour 15,5 M€). Début septembre, l'entreprise [Wargaming a également confirmé](#) la vente de sa part résiduelle (6,8%) à Eurobank pour 65,9 M€. Ces opérations successives entérinent la montée progressive au capital de l'établissement bancaire chypriote, entamée par Eurobank en 2021 avec le rachat des parts de Third Point (12,6%), puis d'une partie de celles de Wargaming (13,4%) et Senvest (3,2%). Une fois les dernières opérations de rachat conclues, Eurobank deviendra l'actionnaire majoritaire d'Hellenic Bank, loin devant le fonds chypriote Demetra Holdings, qui détient de son côté 21,3% des parts. **La prise de contrôle d'Hellenic Bank par Eurobank intervient enfin dans un contexte de retour des profits pour la banque chypriote.** Celle-ci a en effet enregistré 24,2 M€ de profits annuels en 2022 (contre une perte de 11,7 M€ en 2021), et vient d'annoncer une excellente performance au cours du S1 2023, lors duquel les [profits se sont élevés à 160,2 M€](#), en hausse de 203% sur un an.

* Via l'entreprise Poppy Sarl

Au cours du mois de juillet, [523 718 touristes ont visité Chypre](#), marquant une progression de +15,2% sur un an. Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (33,6% des entrées), Israël (12,4%), la Pologne (5,5%), la Suède (4,4%), l'Allemagne (3,6%) et la Grèce (3,1%). Sur les 7 premiers mois de l'année, les arrivées touristiques (2,14 M) sont en outre en hausse de 27,5% par rapport à la période janvier-juillet 2022. **CYSTAT indique également que les [recettes liées au tourisme](#) ont atteint 316,5 M€ en juin 2023, en hausse de +23,5% sur un an.** La dépense moyenne par voyageur atteint 791,0€, en hausse de 0,6% sur un an, pour une durée de séjour de 8,5 jours en moyenne (contre 9,4 jours en juin 2022). Enfin, sur les six premiers mois de l'année, les recettes touristiques ont progressé de 30,4% pour atteindre 1,09 Md€.

Grèce

Macroéconomie et finances

Au deuxième trimestre 2023, l'activité économique a fait un bond de 2,7 % en variation annuelle et de 1,3% par rapport au premier trimestre 2023, selon l'estimation provisoire publiée hier par [Elstat](#). Elle a profité d'une forte hausse des investissements (+7,9% en g.a) et de la consommation (+2% en g.a). Les exportations ont progressé de 0,1% et les importations de 0,6%. ELSTAT a légèrement révisé à la baisse le taux de croissance du premier trimestre, de 2,1 % à 2 %. Par conséquent, le taux de croissance pour le premier semestre de l'année s'élève à 2,35 %, ce qui est légèrement supérieur aux prévisions officielles du ministère grec de l'économie, qui tablent sur une croissance de 2,3 % pour 2023.

Exécution budgétaire janvier-juillet 2023 (données définitives): le déficit budgétaire s'est élevé à 1,435 Md€ contre un objectif de déficit de 2,320 Mds€ prévu au titre de la loi de finances et contre un déficit de 4,585 Mds€ enregistré sur la même période 2022. Un excédent primaire de 3,558 Mds€ est constaté, contre un objectif d'excédent primaire de 1,830 Md€ et contre un déficit primaire de 1,161 Md€ sur la même période 2022.

Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 37,148 Mds€, en baisse de 538 M€ (-1,4%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, en raison notamment de la non-perception de 1,496 Md€ pour la concession du droit d'usage et d'exploitation de l'autoroute Egnatia, prévue pour juin et de la troisième tranche de 1,718 Md€ des fonds du plan de relance européen, prévue pour juillet. Les recettes du budget d'investissement public se sont élevées à 2,271 Mds€, en baisse de 534 M€ par rapport à l'objectif (2,805 Mds€). Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif de 1,085 Md€.

Les dépenses totalisent 38,583 Mds€, en baisse de 1,423 Md€ par rapport à l'objectif, mais en hausse de 295 M€ sur la même période 2022, principalement en raison de l'augmentation des paiements d'intérêts. Cette évolution est principalement due au décalage des paiements pour des dépenses (680 M€) liées à des programmes d'armement. Les paiements pour les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat se sont élevées à 5,333 Mds€, dépassant l'objectif initial à hauteur de 337 M€. Les dépenses du Programme d'Investissement Public comprennent un montant de 83 M€ au titre de soutien des mesures COVID-19, le soutien aux start-ups dans le cadre d'Elevate Greece et la subvention aux PME dans le secteur du commerce de détail, pour le développement d'activités commerciales en ligne. ([Ministère grec des Finances](#))

Balance des paiements au premier semestre 2023 : Le déficit du compte courant s'est élevé à 7,9 Md€, en baisse de 32%, par rapport au S1-2022. En détail, le déficit de la balance des biens est passé de 18,3 Md€ à 15,4 Md€ en raison d'une baisse des importations (-7,2% à prix courants ou -1,8% à prix constants)¹, malgré une légère baisse des exportations (-0,7% à prix courants ; +2,5% à prix constants). L'excédent de la balance des services a atteint 6,6 Md€, amélioré de 9,4%, principalement grâce à la balance des voyages² (5,1 Md€). La balance des revenus primaires a enregistré un déficit de 716,8 M€ contre un excédent de 853,1 M€ au S1-2022, tandis que la balance des revenus secondaires a présenté un excédent (1,6 Md€) contre un déficit (-160,8 M€) à la période correspondante de 2022. L'excédent

¹ Hors produits pétroliers, les exportations de biens non pétroliers ont enregistré une augmentation de 5,1% (-1,0% à prix constants), tandis que les importations correspondantes ont diminué de 1,5% (-4,0% à prix constants).

² Les arrivées touristiques ont augmenté de 26,0% et les recettes y afférentes de 23,9% par rapport à la période correspondante en 2022.

du solde des capitaux, en hausse de 27,2% par rapport à la même période de 2022, s'est élevé à 1,9 Md€. ([Banque de Grèce](#))

A la suite de l'agence de notation japonaise R&I, l'agence allemande Scope Ratings³ a attribué à la Grèce le grade d'investissement début août, rehaussant sa note de crédit à « BBB- » et maintenant une perspective stable, au motif que

- (i) le pays bénéficie du soutien institutionnel européen à travers des interventions de politique monétaire et budgétaire pour faire face aux crises ;
- (ii) la trajectoire de la dette publique demeure baissière (2022 : à 171,3% du PIB ; 2023 : prévue à 162,6% du PIB) et le pays est parvenu à dégager un excédent primaire en 2022 (0,1% du PIB et prévision de 1,1% du PIB pour 2023) ;
- (iii) la réduction des ratios de prêts non performants (NPL) sur le total des prêts se poursuit (mars 2023 : 8,8% contre mars 2022 : 12,1%), renforçant la stabilité du système bancaire en parallèle de projets de prêt du FRR qui mobilisent les investissements.

Cependant, Scope note que des défis subsistent pour l'économie grecque : sa dette publique reste la plus élevée de l'Union européenne, le taux de chômage est le 2^e plus élevé de l'UE (2022 : 12,4% ; 2023 : prévu à 11,8%) et son secteur exportateur est structurellement faible (déficit à environ 10% du PIB en 2022).

Calendrier des prochaines évaluations de l'économie grecque : DBRS publiera son rapport le 8 septembre, deux jours avant le discours du Premier ministre à la Foire internationale de Thessalonique. Moody's suivra le 15 septembre, Standard and Poor's le 20 octobre (après la présentation de l'avant-projet de loi de finances 2024) et Fitch le 1er décembre.

Enjeux sectoriels et thématiques

L'entreprise grecque MYTILINEOS Energy & Metals a annoncé l'acquisition de 100% d'Imerys Bauxite Grèce, selon un [communiqué](#) de l'entreprise. L'accord couvre toutes les activités d'extraction de bauxite dans la région de Phocide, qui feront désormais partie de la division métallurgie de l'entreprise grecque. L'acquisition augmentera la capacité de production de bauxite déjà exploitée par MYTILINEOS par sa filiale Delphi-Distomon, dont la production annuelle devrait passer de 570 000 tonnes à 1,2 million de tonnes, faisant de la Grèce l'un des plus grands producteurs d'alumine. Toujours selon le communiqué, le prix de la transaction sera de 10 millions d'euros, tandis que MYTILINEOS s'engage de fournir à l'entreprise française certaines quantités de bauxite pendant une période de quatre ans. Mytilineos a également annoncé qu'elle se préparait à investir 100 millions d'euros dans l'exploration et le développement de gisements existants et nouveaux, dans des améliorations environnementales, ainsi que dans le renouvellement d'équipements.

Quatre offres déposées pour l'acquisition d'une participation majoritaire d'au moins 67 % dans le capital social de l'Organisme de gestion du Port de Volos, selon un [communiqué de l'agence grecque des privatisations TAIPED](#). Il s'agit des consortiums suivants :

- Goldair Cargo A.E. – Goldair Handling SA (Grèce)
- Helliniki Halyvourgia - Israël Shipyards Ltd (Grèce-Israël)
- Organisme de gestion du Port de Thessalonique SA (Grèce-France-Chine)
- Mariner Capital Ltd (Malte)

³ Les deux agences ne sont cependant pas reconnues comme une des quatre institutions externes d'évaluation du crédit (ECAI) acceptées par l'Eurosystème

Les plis seront ouverts lors d'une prochaine réunion du conseil d'administration de Taiped, selon le communiqué.

Roumanie

Macroéconomie et finances

En juillet, l'Indice des prix à la Production Industrielle (IPPI) a reculé de 0,9 %, en glissement annuel, pour la première fois depuis novembre 2020. Cette baisse émane notamment de la chute de l'IPPI des activités d'extraction de pétrole et de gaz (-39,4 %) et du raffinage des produits pétroliers (-37,9 %), mais également d'un effet de base négatif, l'indice ayant atteint des niveaux records au cours de l'été 2022. Par ailleurs, si les prix à la production de l'énergie (-6,3 %) et des biens intermédiaires (-4,3 %) ont diminué, l'IPPI des biens de consommation et d'équipement a continué de croître au cours des 12 derniers mois. De plus, l'IPPI des biens produits en Roumanie a également progressé (+0,4 %), à l'inverse du prix à la production des biens importés (-3,8 %).

Le coût horaire du travail a fortement progressé (+8,1 %) au cours du second trimestre, dans un contexte de persistance de l'inflation et de tensions sur le marché du travail. [Le coût horaire du travail a particulièrement augmenté](#) dans les secteurs de l'énergie (+25,1 %), de l'exploitation minière (+13,7 %) ou encore des services financiers et d'assurance (+12,8 %), dont les entreprises ont réalisé des performances financières solides en 2022. Par ailleurs, le coût du travail a sensiblement augmenté dans l'éducation (+15,9 %), en raison des augmentations salariales accordées par le gouvernement à l'issue des mouvements de grève du mois de juin. A l'inverse, le secteur immobilier, qui souffre notamment du renchérissement des crédits, a connu une hausse limitée du coût du travail (+4,0 %) au cours des trois derniers mois.

Le taux de chômage diminue légèrement en juillet, à 5,5 %, illustrant la stabilité du marché du travail roumain en dépit du ralentissement de l'économie observé depuis le début de l'année. La Roumanie compte [455 400 demandeurs d'emploi](#), soit 2 000 de moins qu'au mois de juin. Les hommes (5,8 %) sont davantage exposés au chômage que les femmes (5,2 %), alors que le chômage des jeunes demeure structurellement élevé (22,3 % au deuxième trimestre). Si la résilience du marché du travail illustre les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises roumaines, le taux d'emplois vacants a légèrement diminué au deuxième trimestre, à 0,77 %, et compte toujours parmi les plus faibles de l'UE.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le gouvernement annonce un nouveau plan d'investissement de 1,44 Md RON (291,0 M EUR) afin d'accroître les capacités du port de Constanta, confronté à une hausse des flux, notamment en raison du transit des céréales ukrainiennes depuis le déclenchement du conflit avec la Russie. Une première tranche de 145,7 M EUR sera consacrée à la réhabilitation et à l'extension de l'infrastructure routière du port, et une seconde tranche de 112,7 M EUR parachèvera la modernisation des réseaux d'eau et d'électricité. Ces investissements seront largement financés par les fonds européens dont bénéficie le

pays. Ces derniers mois, le gouvernement a déjà annoncé des investissements afin de moderniser le réseau de voies ferrées du port ou d'accroître ses capacités de stockage.

Philip Morris annonce un investissement de 130 M USD (121,1 M EUR) afin de moderniser son usine roumaine d'Otopeni. Le groupe américain, qui emploie 1 200 personnes dans le pays, souhaite accroître sa production de consommable de sa gamme IQOS (appareil chauffant le tabac sans combustion). De nouvelles lignes de production seront installées et le fonctionnement de l'usine doit être rationalisé avant la fin de l'année 2024. Le groupe américain exporte actuellement 92 % de la production du site d'Otopeni vers 54 marchés différents à l'international.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : *Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr